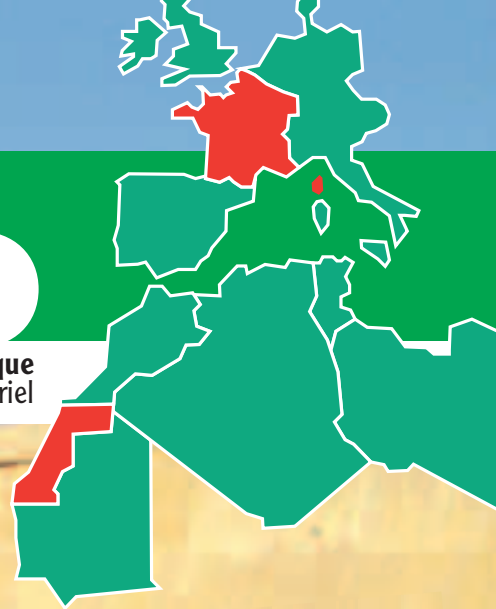


Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
Numéro 155/156 – avril à août 2011 – 3,50 € – trimestriel



QUEL AVENIR POUR LA JEUNESSE SAHRAOUIE ?

Un nouveau journal pour votre fin d'été ! L'actualité est moins dense que pour les deux numéros précédents. Cependant l'actualité de la RASD des deux côtés du mur est pour nous tous toujours aussi présente ! Dans les campements d'abord. La grande migration estivale des enfants sahraouis vers l'Europe a mobilisé l'UISARIO. Les enfants sont partout bien arrivés et ont comme chaque été alimentés par la solidarité et l'actualité sahraouie là où ils se trouvaient. Universitaires et cadres de la RASD se sont retrouvés quant à eux en Algérie pour une nouvelle Université d'été.

Au Sahara occidental occupé, la contestation maintient sa pression courageuse. Les 22 prisonniers de Salé sont toujours en attente d'un procès, mais ont obtenu après plusieurs grèves de la faim des conditions d'incarcération un peu plus décentes. Nous poursuivons de notre côté l'envoi régulier de courriers... Qui n'arrivent pas encore à leurs destinataires !

Un cycle de négociations en juillet a repris sans résultat notable, sinon l'espoir de visites familiales entre les campements et le Sahara occidental par voie terrestre, ce qui permettrait aux familles inscrites sur de longues listes d'attente de se retrouver après trop d'années de séparation. Cependant en dépit de la reprise de ces contacts « informels » souhaités par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité, le Maroc ne baisse pas la garde. La nouvelle Constitution « plébiscitée » par les électeurs marocains est l'occasion de rappeler l'intégrité territoriale et de conférer à la régionalisation un label constitutionnel, et ainsi mieux « vendre » le fameux projet d'autonomie en lieu et place de l'autodétermination. Faux-semblants « démocratiques », qui cachent mal la volonté d'une monarchie de ne rien céder sur l'essentiel.

Au contraire, la volonté marocaine de réduire la représentativité du Front Polisario se manifeste davantage et au-delà du Sahara occidental occupé. Les autorités marocaines ne prétendent-elles pas imposer des négociations entre Sahraouis favorables au Polisario et ceux favorables au Maroc !

Cette manœuvre tentée tant de fois depuis le début du conflit va faire une nouvelle fois long feu. Ce qui existe depuis la proclamation de la RASD et qui s'est peu à peu enraciné dans la conscience de tous, c'est une citoyenneté sahraouie liée à l'existence et aux actions de la RASD qui leur donne, là où ils se trouvent et quelque soit leur âge la fierté et l'assurance d'appartenir à une nation à qui il ne manque que l'indépendance. Citoyenneté sahraouie porteuse d'une volonté démocratique qui ne s'accommodera jamais d'une monarchie qui s'adresse davantage à ses sujets qu'à des citoyens. C'est ce que revendiquent les prisonniers d'opinion sahraouis quand ils brandissent aux audiences le drapeau de la RASD jusqu'à leur libération et jusqu'à l'indépendance de leur pays.

Régine Villemont Présidente de l'Association des Amis de la RASD / juillet 2011

Des livres...

Sophie Caratini, écrivain et anthropologue, spécialiste et si familière de la Mauritanie et du Sahara occidental vient de sortir un nouveau et très beau livre « La fille du chasseur » aux éditions Thierry Marchaisse.

C'est un magnifique récit qui raconte la vie de Mariem, fille de chasseur ou Nmadi en partant de son long témoignage.

« Portés par sa parole si bien mise en scène par Sophie Caratini, nous traversons le miroir du mythe pour atteindre la vérité d'une femme et découvrir un monde saharien, bédouin que le choc colonial va totalement bouleverser »



« Avec les Sahraouis, une histoire solidaire de 1975 à nos jours » de Régine Villemont

Ce livre raconte le chemin parcouru pendant 34 ans par les Sahraouis, en quête de leur liberté aux côtés de tous ceux qui en France, en Europe et en Algérie ont soutenu et soutiennent leur revendication à l'autodétermination et à l'indépendance.

Livre disponible pour les abonnés auprès du secrétariat de l'AARASD

bur.aarasd@wanadoo.fr

(Coût total 25 euros port compris)

Sommaire

P 2-3 Rencontre avec Omar Mansour

P 4 Libération immédiate des prisonniers d'opinion, campagne de parrainage

P 5 Plaidoyer et rencontres

P 6 Nouvelles de la RASD

P 7-11 Campements de réfugiés: dossier, témoignages et état des lieux

P 12 Projets de rentrée: du Mémorial de Caen à Séville

LA RÉDACTION DE SAHARA INFO RENCONTRE ET ÉCHANGE AVEC OMAR MANSOUR REPRÉSENTANT DU FRONT POLISARIO



Chers amis, vous me demandez une analyse de la situation au Maghreb ! C'est une tâche difficile !

Les changements sont d'une telle dimension. Ils dépassent toutes les prévisions des analystes patentés et des spécialistes de la région.

Toutefois, on peut parler de situations révolutionnaires qui sont encore en devenir.

Cette grande révolution qui se vit dans le monde arabe est le résultat d'une explosion populaire correspondant à plusieurs siècles de frustrations et d'amertume, trop longtemps contenues. Les humiliations vécues depuis tant de siècles ont créé un « complexe d'infériorité » menant au fatalisme et à la conscience confuse de ne pouvoir jamais accéder aux progrès qui transformaient le reste du monde. Les stratèges des puissances dominantes, ne prévoyant d'autre destin pour le monde arabe que celui d'un inépuisable réservoir d'hydrocarbures pour satisfaire aux besoins démesurés des pays développés.

L'émergence d'une jeunesse mieux instruite, capable avec d'autres de s'emparer des technologies nouvelles de communication, a donné aux peuples arabes, en Tunisie, en Libye, en Egypte, au Yémen, au Maroc, en Syrie, en Jordanie, au Barhein... la capacité à s'opposer à leurs dirigeants. Ces dirigeants qu'ils soient présidents ou rois, ont trahi leurs programmes politiques initiaux et ont accaparé le pouvoir. Leaders révolutionnaires devenus despotes et objets de cultes de la personnalité sans retenue, rois qui ont instrumentalisé la religion, ont sacralisé leur pouvoir et ont traité leurs peuples en sujets et non en citoyens.

Face à de telles situations bloquées, la rue est devenue tribune, l'internet est devenu un porte-voix, utilisé pour faire entendre des voix jusqu'alors pas entendues ni écoutées. Les révolutions contre les despotes sont revendiquées et proclamées... Certaines déjà à l'œuvre ! La critique est aussi dirigée contre les démocraties occidentales complices des despotes oppresseurs et enrichies du pillage des richesses de tous ces pays.

Ce printemps arabe, n'épargnera personne, même pas les Monarchies du Golfe... Et pourquoi pas l'Europe ?

Le Sud-Soudan depuis peu indépendant, le Sahara occidental et une dizaine d'autres territoires non-autonomes, ne peuvent que se réjouir de cette émergence des peuples qui veulent davantage d'indépendance et de démocratie. On se « sent un peu moins seuls » à combattre contre l'occupation de son pays et pour sa liberté. **Aussi je suis sûr que tous ces peuples arabes ne peuvent qu'être des alliés naturels des peuples en lutte pour le recouvrement de leur souveraineté.**

Ces dirigeants qu'ils soient présidents ou rois, ont trahi leurs programmes politiques initiaux et ont accaparé le pouvoir

Dans un tel contexte, comment ne pas être optimiste ? En effet au Maroc, le Mouvement du 20 février, qui mobilise le peuple marocain frère, pour gagner la démocratie avec un roi qui règne mais ne gouverne pas, avec la séparation des pouvoirs et un processus de sécularisation séparant la sphère religieuse de la sphère politique. Ce mouvement, le Roi Mohamed VI essaie de le faire disparaître avec une pseudo-réforme de la Constitution. Cette réforme en effet ne touche pas au pouvoir du Roi qui reste maître absolu du Maroc ni à son caractère sacré. **Le référendum tenu le 1^{er} juillet a recueilli une approbation inespérée ! Mais un résultat proche des 98 % n'est-il pas très proche des résultats qui caractérisaient Ben Ali !** L'important est que le Mouvement du 20 février poursuive sa mobilisation et soit soutenu par 6 partis politiques, petites formations très courageuses qui aspirent vraiment à construire un autre Maroc avec un Etat de droit et un syndicat.

Ce grand mouvement qui ébranle le Monde Arabe, n'a pas échappé à notre jeunesse qui s'est mise elle aussi à davantage débattre et pourquoi pas à contester certains aspects de notre organisation, à demander des réformes...

Mais notre situation très spécifique, une lutte de libération dont la priorité absolue est de nous délivrer de l'occupation marocaine, nous impose aujourd'hui de retenir nos « querelles » intérieures qui seront davantage d'actualité quand nous aurons gagné notre liberté.

Pour le moment nous préparons notre prochain Congrès qui se tiendra en décembre 2011, autour de plusieurs « défis ».

Le défi des relations avec les Nations unies, sa faiblesse face à l'intransigeance marocaine, ce qui bloque tout processus sérieux de négociations et le constat du soutien français à la politique marocaine du fait accompli.

Le défi de la protection de nos ressources naturelles et la nécessité de mieux convaincre l'Union européenne qui au nom de ses intérêts soutient le fait accompli marocain.

Le défi de l'intifada pacifique au Sahara occidental qui doit faire face à une constante répression et à la négation du respect des droits de l'homme.

Le défi de la séparation des familles et du territoire avec ce mur de défense qu'il faut dénoncer et abattre. Comment également améliorer la vie dans les camps, développer les territoires libérés? Comment établir des liens plus fructueux avec la diaspora sahraouie?

Notre principal défi sera aussi celui de s'adresser aux jeunes, de leur donner des perspectives, eux qui ne se satisfont plus de la situation de ni paix ni guerre, et veulent reprendre la guerre.

Et enfin les défis vers l'extérieur, vers les médias et vers la solidarité.

Notre principal défi sera aussi celui de s'adresser aux jeunes, de leur donner des perspectives, eux qui ne se satisfont plus de la situation de ni paix ni guerre, et veulent reprendre la guerre.

Pour conclure cette conversation, je voudrais comme nous le faisons traditionnellement remercier toutes les solidarités françaises qui depuis 1976 ne manquent jamais de nous soutenir et défendre notre droit. Vous savez

combien ce mouvement solidaire est important dans votre pays, tant la France officielle a de liens avec le Maroc et s'en fait l'interprète là où elle est présente, aux Nations Unies, en Europe etc.

Votre journal en particulier une des seules publications papier régulière est important par l'information qu'il diffuse auprès des élus, de l'Etat. Cette solidarité aux multiples réseaux doit en effet faire avancer en France, l'idée que le Polisario et la RASD sont des facteurs de stabilité dans la région, que leur position doit être prise en compte et ainsi amener vos dirigeants à une appréciation plus équilibrée du problème du Sahara occidental qui favorise une solution juste et équitable conforme aux résolutions des Nations unies.

Enfin tout ce que vous allez entreprendre en faveur de ce qui se passe au Sahara occidental, missions d'élus, d'observateurs, courriers aux prisonniers est le bienvenue.

Nous devons en effet à tout prix obtenir la libération de tous nos prisonniers d'opinion dans les geôles marocaines et imposer un mécanisme onusien pour le contrôle du respect des droits de l'homme là où les militants sahraouis de l'autodétermination sont en danger, au Sahara occidental.

Omar Mansour



Photo Maurice Cuquel « Territoires libérés, Tifariti 2^{ème} Région militaire, mars 2011 »

LIBÉRATION IMMÉDIATE de tous les prisonniers d'opinion sahraouis !



Affiche diffusée en Espagne pour la libération immédiate des prisonniers sahraouis. Vous pouvez consulter : <http://www.presos-gdeimizik.tk>

Le démantèlement brutal du camp de Gdeim Izik, dont nous avons largement rendu compte dans le précédent numéro, a placé encore plus au centre de nos préoccupations la situation au Sahara occidental. Aussi, nous nous efforçons de proposer à nos adhérents et sympathisants des interventions, courriers, qui peuvent peser sur le cours des événements. Indispensable ! Les prisonniers de Salé sont toujours en prison et le Conseil de sécurité, lors de sa dernière résolution 1979, d'avril 2011, est encore bien timide dans la prise en considération du respect des libertés publiques au Sahara occidental.

La réunion du Conseil de Sécurité consacrée au Sahara occidental a lieu comme chaque année en avril pour décider du renouvellement du mandat de la MINURSO, suivant la recommandation du Secrétaire général. **Mécanisme bien huilé, répétitive, impuissante mais qui depuis trois ans est investie d'un nouvel enjeu : décider l'élargissement du mandat de la MINURSO au contrôle du respect des droits de l'homme au Sahara occidental comme dans les campements.**

En 2010, la longue grève de la faim d'Aminatou Haïdar avait commencé à peser, en 2011 la mobilisation de Gdeim Izik et sa répression auraient dû emporter la décision. **Le camp de Gdeim Izik, l'expression politique des prisonniers d'opinion, les associations des droits de l'homme, n'ont-ils pas donné beaucoup plus de place aux Sahraouis du Sahara occidental occupé, dans la confrontation avec le Maroc ?**

Le Conseil de sécurité, à travers sa mission de paix, devrait rendre d'autant plus possible et audible, cette parole libre soustraite au point de vue marocain. Le préambule de la dernière résolution, fait un petit pas en « *soulignant l'importance d'améliorer la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps de Tindouf* ». Mais elle n'a pas été plus loin comme les membres non permanents d'Afrique du Sud et du Nigéria le recommandaient, avec la création d'un « *mécanisme de protection* » des droits de l'homme. Le Maroc s'y oppose résolument avec l'appui français. Ce qui a valu à notre diplomatie d'être « *épinglée* » par Human Rights Watch (HRW) qui a

trouvé que notre diplomatie contrevenait à ses nouveaux engagements à soutenir la démocratie dans les pays arabes en menant campagne contre l'élargissement du mandat de la mission onusienne.

Les « *négociations informelles* » entre Maroc et Front Polisario se poursuivent, face à face, plutôt que négociations, les Nations unies et son Secrétaire général souhaitent occuper le terrain. Mais ont-ils la volonté de faire bouger les lignes ? Francesco Bastagli, ancien responsable de la MINURSO remarquait de son côté en mai dernier : « *Il y a un malaise grandissant en Europe sur cette question qui pourrait briser le monopole exercé par les soutiens du Maroc (France, Etats-Unis etc.). L'Allemagne, l'Irlande, les Pays Scandinaves, l'Autriche commencent à s'indigner. Ce n'est pas seulement une question de droits de l'homme mais aussi l'exemple type de prévention de conflit. On ne peut plus rester comme ça en refusant de voir un problème qui ne peut se résoudre seul. C'est une question de stabilité pour le Maghreb.* »

M.Bastagli s'est régulièrement distingué au sein de la mission onusienne par son exigence d'équilibre entre les parties, c'est aussi un observateur attentif de la situation. Les immenses mouvements populaires que connaissent les Etats du Maghreb et du Machrek sont lourds, du point de vue des diplomates occidentales, d'instabilité et d'incertitudes. La difficile résolution du conflit du Sahara occidental représente un autre risque que de nombreux pays européens voudraient bien régler et pas forcément à la manière française... Qui donne toujours raison à « *la partie amie* », le Maroc.

Ce contexte régional, le durcissement de l'affrontement entre la monarchie marocaine et la résistance sahraouie du Sahara occidental occupé, l'impatience des jeunes dans les campements qui veulent reprendre la guerre, nous imposent en tant qu'association de solidarité davantage de présence.

Depuis mai, nous vous sollicitons pour adresser des courriers aux prisonniers d'opinion sahraouis. En mai ils étaient encore près de 200 en prison, dont 144 à El Aïoun, arrêtés à l'aveugle après le démantèlement du camp de Gdeim Izik. Ceux-là sont depuis en liberté provisoire, certains ont vu un juge mais tous leurs dossiers étaient vides. Ils ont pu rentrer chez eux dans la grande incertitude d'un arbitraire policier toujours possible.

22 personnes sont emprisonnées à la prison Zaki de Salé. Pour ce groupe c'est beaucoup plus sérieux. Ils ont été déférés devant le Tribunal militaire de Rabat suite aux plaintes de la gendarmerie et des forces auxiliaires marocaines. Ils ont comparu devant un juge d'instruction militaire. L'important est aujourd'hui d'écrire en nombre aux 22 prisonniers de Salé, de leur manifester votre soutien et de le faire savoir aux autorités marocaines et françaises.

L'ACAT de son côté a entrepris une démarche auprès de Mohamed VI que vous pouvez également relayer. **Ces courriers répondent à un double objectif : faire savoir aux autorités marocaines et françaises que ces prisonniers ne sont pas isolés et oubliés et peser pour leur libération immédiate !** **RV**

Vous souhaitez participer à la campagne « parrainage » des prisonniers d'opinion sahraouis et pour leur libération immédiate.

Un site est en préparation... Mais en attendant pour tout contact bur.aarasd@wanadoo.fr On vous enverra adresses, modèles de courrier et le nom du prisonnier sahraoui que vous pouvez parrainer. **Notre limite : leur écrire jusqu'à leur libération.**

PLAIDOYER ET RENCONTRES: les Sahraouis méritent tout notre soutien

En parallèle à ces engagements individuels coordonnés, d'autres initiatives ont été prises. Par exemple le plaidoyer « La France laissera-t-elle fleurir le printemps arabe jusqu'à El Aïoun ? » publié en avril, juste avant la réunion du Conseil de sécurité, dans le journal « Libération » par trois importantes associations : Jean Etienne de Linares, ACAT ; Bernard Pinaud, CCFD-Terre Solidaire ; Nicolas Vercken, OXFAM-France.

Que nous dit ce plaidoyer ? (extraits)

« La France ne doit plus empêcher le Conseil d'intégrer dans le mandat de la MINURSO la surveillance des droits humains... Un tel changement de cap constituerait une avancée importante vers la résolution politique du conflit »

« Le soutien de la France à l'Etat marocain et aux mesures positives de réforme constitutionnelle annoncées par le roi Mohamed VI, sous la pression de la société civile marocaine, ne doit pas occulter les revendications pour les droits et les libertés fondamentales du peuple sahraoui. Celles-ci méritent les mêmes égards que celles des peuples tunisien, égyptien ou libyen. »

Deux de ces associations, le CCFD-Terre Solidaire et l'ACAT ont reçu en juin, deux représentants des militants des droits de l'homme du Sahara occidental. Maître Boukhaled, disparu pendant 12 ans, devenu avocat au barreau d'Agadir, qui défend avec conviction prisonniers d'opinion sahraouis et marocains et Sid Ahmed Asfari, frère de Naama Asfari, un des porte-parole de Gdeim Izik arrêté dès le 7 novembre à El Aïoun, en prison depuis cette date à Salé. Invités par les associations solidaires rassemblées dans la « plate-forme solidarité avec le peuple du Sahara occidental », ils sont restés une dizaine de jours en France pour informer, alerter sur l'état des libertés et la situation sociale au Sahara occidental occupé.

Plusieurs associations des droits de l'homme les ont reçus, Amnesty International, la FIDH et la LDH. Comme avec le CCFD et l'ACAT, la rencontre avec les responsables de la FIDH (dont Mme Khadija Chérif, Secrétaire générale) a permis des échanges de vues approfondis du fait de sa mission menée en novembre 2010 au Maroc et Sahara occidental, dont la FIDH a fait rapport ce mois de juillet.

Rencontres également avec des « professionnels » : syndicat de la magistrature, Syndicat des Avocats de France et bien sûr avec l'Association Droit et Solidarité, très présente pour l'observation des procès depuis quatre années.

Les villes jumelées ou amies du Mans et d'Ivry les ont également reçus ainsi que le député Jean-Pierre Brard (Gauche démocrate et républicaine 93) qui

venait de déposer une question écrite : 108039 publiée au JO le 10 mai 2011. Enfin deux rencontres avec les responsables du Mouvement de la Paix et le député Billon du parti de Gauche.

Que retenir de ces rencontres ?

Des informations précises sur le fonctionnement de la justice marocaine. Maître Boukhaled a commencé à défendre les inculpés sahraouis en 1999 avec quatre de ses collègues, dans le plus total isolement, sans que les familles puissent assister aux audiences avec au final des condamnations très lourdes sans rapport avec les faits reprochés.

À partir de 2002, la présence d'observateurs étrangers a changé la donne. « Nous étions mieux connus à l'étranger et donc en quelque sorte mieux « protégés », les juges marocains « déstabilisés », la défense plus sûre d'elle-même » note l'avocat. Mais c'est surtout la mobilisation de mai 2005 qui a modifié le rapport à la justice. Les militants des droits de l'homme arrêtés en grand nombre osaient crier des slogans en faveur de l'autodétermination pendant les audiences.

les sentences sont rendues après réception du coup de fil de l'Intérieur

Plus récemment avec la défense des 7 de Casablanca, arrêtés à leur descente d'avion en octobre 2009, de retour des campements, les autorités marocaines ont durci la méthode à l'égard des observateurs étrangers. Au cours des audiences qui se sont déroulées d'octobre 2010 à février 2011, la manière forte a été utilisée. Il ne s'agissait plus seulement de gêner leur arrivée avec des annulations, des reports annoncés au dernier moment, mais d'intimidations verbales et physiques orchestrées à la fois dans le tribunal par des avocats en robe et à l'extérieur par un public « chauffé à blanc ». La présence des observateurs a favorisé le respect formel des audiences mais elle n'empêche pas que les sentences soient rendues après réception du coup de fil émanant du Ministère de l'Intérieur ! Cette situation va-t-elle durer ? Maître Boukhaled note une crise dans le monde des avocats qui ne se satisfait plus de telles pressions.

Il précise à l'occasion des arrestations qui ont suivi le démantèlement du camp de Gdeim Izik, la manière dont ont été traitées les personnes arrêtées. En tant qu'avocat il a constaté des irrégularités dans les procédures, en particulier des erreurs volontaires sur les dates d'arrestation, ce qui permet de prévenir les familles hors délai du temps des gardes à vue et de cacher ce que les inculpés ont subi au moment de leur arrestation. Lui-même a constaté quand il a pu rencontrer les prévenus à la prison d'El Aïoun au terme de 6 jours, des blessures, œdèmes, perte des dents, pieds nus et une persistante odeur d'urine.

Ces 144 prisonniers ont été peu à peu mis en liberté provisoire, en cette fin d'été plus personne de ce groupe ne se trouve à la prison d'El Aïoun. Pas d'antécédents pénaux, pas reconnus comme responsables du Polisario, les autorités judiciaires ont préféré les libérer.

Ce qui n'est pas le cas du groupe des 22 de Salé considérés comme de dangereux malfaiteurs, inculpés pour avoir orchestré des actions qui ont provoqué la mort d'agents de la force publique. Ceux-ci ont été l'objet de deux procédures, celle menée par la gendarmerie puis celle menée par les Forces auxiliaires. Leur détention préventive peut durer au moins un an (2 mois renouvelables 5 fois). Ils étaient au départ restés à l'isolement 21 jours. Leurs conditions d'incarcération sont aujourd'hui un peu plus décentes, après plusieurs grèves de la faim et de multiples interventions, dont vos courriers.

Sid Ahmed Asfari confirme les informations transmises par l'avocat : « Je suis très directement concerné par leur situation comme toutes leurs familles. À quelques-unes nous avons créé une nouvelle association pour mieux les soutenir, Association des prisonniers politiques sahraouis ». Eux-mêmes ont obtenu de meilleures conditions de vie dans la prison. Ils sont deux par cellule, peuvent sortir dans la cour chaque jour et ont droit à deux visites par semaine. Livres, radios et journaux sont autorisés ainsi que 10 minutes de téléphone par semaine.

Ce qu'ils nous disent c'est que la seule question que leur posent les gendarmes est celle relative à leur relation avec le Polisario. « Quant à nous, nous assurons une présence constante auprès d'eux, nous avons loué une petite maison tout près de la prison, on se soutient le moral. C'est surtout les mères, les sœurs et les épouses qui sont présentes. » Isabelle Mandraud, journaliste au Monde les a rencontrés dans le quartier populaire Essalam de Salé, elle en fait état dans un de ses articles (Le Monde 5 juillet 2011)

Ces rencontres confirment bien les demandes répétées des avocats sahraouis et des militants des droits de l'homme. Maintien des observations des procès, organisation de missions civiles avec des personnalités, des élus, échanges, formations entre avocats sahraouis et européens, présences multi-formes au Sahara occidental.

Feuille de route exigeante qui commence par la réussite avec vous des parrainages et qui passe en novembre par une conférence au Mémorial de Caen et la possible participation d'avocats sahraouis au concours fameux des plaidoiries du Mémorial.

Nouvelles de la RASD

22 mars 2011 Le Front Polisario exhorte la Compagnie américaine Kosmos Energy à cesser ses activités d'exploration au Sahara occidental.

29 mars 2011 La RASD réitère son appel au Conseil de sécurité d'élargir le mandat de la MINURSO au contrôle du respect des droits humains au Sahara occidental.

13 avril 2011 Plusieurs membres du Congrès américain, interviennent auprès de la Secrétaire d'Etat, Mme Hillary Clinton, pour l'introduction d'un mécanisme de surveillance des droits de l'homme dans le mandat de la MINURSO.

14 avril 2011 Mise en liberté provisoire de quatre prisonniers d'opinion sahraouis, Ali Salem Tamek, Ahmed Naciri, Brahim Dahane et Ahmed Mahmoud Haidi Kainan.

16 avril 2011 À partir de cette date, progressive libération provisoire des prisonniers d'opinion arrêtés après le 8 novembre et le démantèlement du camp de Gdeim Izik.

18 avril 2011 Khadija Ryadi, Présidente de l'AMDH appelle l'ONU à élargir le mandat de la MINURSO.

22 avril 2011 Ouverture du Congrès de l'UNFS.

27 avril 2011 Le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINURSO pour un an, mais sans prévoir de mécanisme de surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental.

Mai 2011 Répression systématique contre les militants sahraouis qui participent à des rassemblements, sit-in dans les principales villes du Sahara, en particulier le 20 mai à l'occasion de rassemblements pour commémorer le déclenchement de la lutte armée contre l'Espagne, le 20 mai 1973.

11 mai 2011 Création du groupe parlementaire d'amitié australien.

15 mai 2011 Amnesty International, dans son rapport publié à Londres, s'élève contre les restrictions des libertés d'expression, de réunion pour quiconque s'exprime sur le statut du territoire au Sahara occidental.

30 mai 2011 La Commission européenne dans son rapport annuel sur les relations UE-Maroc, tout en citant plusieurs fois le Sahara occidental, n'indique pas que ce territoire non autonome ne fait pas partie du Maroc.

5 et 6 juin 2011 Septième série de pour-parlers informels entre Maroc et Polisario tenus à Manhasset en présence de l'Ambassadeur Ross. Face à face plutôt que négociations.

18 juin 2011 Visite dans les campements de Mme Zanele Mbeki, directrice Afrique du Nord du MAE sud-africain, elle a renouvelé le plein soutien de son pays à l'indépendance du peuple sahraoui.

12 juin 2011 L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe adopte une résolution qui donne au Parlement marocain le statut de partenaire pour la démocratie, plusieurs associations dont la Fondation France Libertés adressent une protestation à son Président.

29 juin 2011 Le protocole sur la pêche entre le Maroc et l'UE a été prorogé pour un an faute d'avoir trouvé un accord pour le renouveler. Grande-Bretagne et Finlande se sont abstenus et la Suède et les Pays-Bas ont voté contre. Le Parlement doit désormais l'approuver.

1er juillet 2011 Référendum au Maroc destiné à faire approuver la révision de la Constitution. Le Président de la RASD dénonce auprès de Ban Ki Moon, l'inclusion

du Sahara occidental dans l'organisation du scrutin.

8 juillet 2011 le Parti Populaire Espagnol par la voix de son porte-parole aux Affaires étrangères rappelle que la solution du conflit du SO passe par la tenue d'un référendum.

9 juillet 2011 la RASD reconnaît la République du Sud-Soudan qui vient de proclamer son indépendance. Indépendance gagnée suivant un Plan de paix qui a été conçu suivant les mêmes principes que le Plan Baker, endossé en 2003 pour le Sahara occidental, par le Conseil de sécurité.

10 juillet 2011 La république du Sud-Soudan reconnaît la RASD.

12 juillet 2011 le Centre de recherche du Congrès américain a examiné la situation marocaine suite au référendum organisé par Mohamed VI pour une révision de la Constitution. Il s'est en même temps intéressé au rôle du nouveau Conseil marocain des droits de l'homme, s'interrogeant sur ses pouvoirs, son indépendance vis-à-vis de l'exécutif. Il a souligné la difficulté de l'entreprise en particulier au Sahara occidental: « sera-t-il un substitut crédible au rôle non accepté de la MINURSO du contrôle du respect des Droits humains? ».

12 juillet 2011 Publication du rapport annuel de l'AMDH, très critique sur la situation des droits de l'homme au Maroc et soulignant la grande distance entre les discours officiels et la pratique effective dans les tribunaux, les prisons et à l'occasion des rassemblements.

18 juillet 2011 Le mouvement du 20 février appelle à nouveau à des rassemblements dans toutes les villes du Maroc, pour des réels changements dans le royaume.

20 au 21 juillet 2011 Huitième réunion informelle entre Maroc et Front Polisario à Manhasset. Nouveau face à face qui permet à l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU de rappeler: « recherche d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et aux principes de la Charte des Nations unies ». Prochain rendez-vous en septembre pour discuter ressources naturelles, déminage et assister à un séminaire organisé par le HCR à Madère.

BRÈVES Communiqué de l'Internationale socialiste

Réunie à Athènes le 1er et 2 juillet, Le Conseil de l'Internationale socialiste dans sa déclaration intitulée « Faire avancer les espoirs du peuple dans le monde arabe et soutenir la vision des libertés et droits pour tous » souligne l'importance accordée à la question du Sahara occidental, exprime son soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, demande au Maroc et au Front Polisario de continuer les négociations directes afin de parvenir à une solution juste, pacifique et définitive au conflit du Sahara occidental. L'IS demande aussi à son comité sur la Méditerranée de poursuivre son travail sur la question du Sahara occidental en se centrant sur la démocratie et les droits de l'homme.

Repas solidaires, réceptions officielles et fêtes au Mans, Vierzon, Grenoble, Rezé, Gonfreville l'Orcher, Palaiseau, Ivry, Vitry, Tours, Nanterre, Blain, Saint-Nazaire, Annonay, Gironde et Limousin...

Comme chaque année à partir de mai repas solidaires et fêtes nous réunissent pour préparer l'été et l'accueil des enfants sahraouis: pour rassembler et faire connaissance avec les nouvelles familles qui accueillent les enfants, pour financer tout ou partie de leurs voyages.

À Ivry, à l'occasion du week-end de la paix les 18 et 19 juin, un stand commun AARASD-CORELSO, a surtout popularisé la question des prisonniers d'opinion sahraouis à travers une campagne de signatures sur des cartes postales éditées tout exprès lancée par le Comité de soutien à Naama Asfari. 189 cartes ont été signées et adressées à la prison Zaki de Salé.

À l'occasion du Festival du film sur les droits de l'homme de Nantes, une forte mobilisation s'est organisée pour protester contre la projection du film « Stolen » prétendant avoir trouvé de l'esclavage dans les campements. La famille mise en cause est venue spécialement des campements pour témoigner et dénoncer la manipulation.



À l'hôtel de Ville, ce 12 juillet élus mancaux, membres du Comité Sarthe et familles d'accueil reçoivent les enfants sahraouis.



Réception à l'hôtel de Ville de Tours des enfants sahraouis accueillis à Vierzon.

Les Eclaireurs de Loon-Plage et le Secours Populaire du Nord, organisent à Gravelines et à Paris, le village des Copains du Monde, avec 200 enfants venus de partout et 15 Sahraouis des campements. Autour des Sahraouis une vingtaine de pays sont représentés.

CAMPEMENTS DE RÉFUGIÉS, UN ÉTAT EN EXIL, UNE SOCIÉTÉ EN CONSTRUCTION ? RÉUSSITES ET DIFFICULTÉS.

Chaque année, les associations solidaires françaises et européennes envoient quelques-uns ou unes de leurs membres pour une découverte des campements ou une mission développement. Ces rapports avec les campements sont décisifs dans le dynamisme de nos associations et nourrissent l'essentiel de l'activité et des projets. Projets réalisés avec des moyens modestes qui privilégient les engagements militants, le travail bénévole et s'efforcent de répondre au plus près aux besoins des habitants des campements. Des amitiés et fraternités solides s'y sont créées bien au-delà de simples rapports d'aide ou même de coopération et permettent une connaissance de « l'intérieur » de cette société réfugiée.

Pour mieux connaître Maurice Cuquel !

Nous l'avons déjà rencontré à plusieurs reprises à Nantes, Rezé, au Mans tant ses reportages photographiques donnent à découvrir avec talent et précision les campements sahraouis, et surtout ses habitants. Photographe, voyageur mais aussi instituteur à Donzac dans le Tarn et Garonne. « *Maurice Cuquel, c'est un regard façon Doisneau. Des instantanés plein de vie...* » (La Dépêche du Midi). Il présentera en novembre son exposition « *Front Polisario : des fusils face au mur* » qu'il a réalisée en 2011 en parcourant les campements et les territoires libérés de la RASD. Merci à lui de nous avoir permis d'utiliser ses photos pour illustrer ce numéro de Sahara Info.

Pour contacter Maurice Cuquel

Trois expositions sont disponibles : « *Saharouis : les exilés des sables* » Novembre 2007, « *Saharouis : du sable, du savoir et l'espoir...* » Mars 2009 et « *Front polsario : des fusils face au mur* » Avril 2011. Les responsables d'associations et les militants peuvent contacter Maurice Cuquel sur cuquelm@voila.fr



Photo Maurice Cuquel « Campement de Dakhla »

BIEN PRÉPARER UNE MISSION, GAGE DE RÉUSSITE !

Au Havre, l'association « *Un camion-citerne* » s'est « *déménée* » pour préparer son départ, y associer amis, voisins et institutions pour ne pas arriver les mains vides ! Chacun fort de ses engagements associatifs, de ses réseaux, a enrichi la dynamique installée au départ par les responsables du comité, initiateurs de ce voyage découverte.



L'association « *Un camion-citerne pour les Sahraouis* », depuis sa création il y a plus de 20 ans, a été liée à la daïra de la Guerra. Nous souhaitons avec cette mission renouer des liens un peu distendus. Conscients des graves difficultés alimentaires que connaissent les habitants des campements, nous avons décidé d'orienter notre mission vers cet objectif : l'appui alimentaire.

L'important pour nous était aussi de préparer collectivement notre séjour en mêlant l'expérience de ceux qui « *connaissent* » les campements (4 personnes) et l'enthousiasme des « *nouveaux* » (5 personnes). Chacun étant porteur d'un engagement associatif qui nous a permis de démultiplier les contacts et les soutiens. (Femmes Solidaires, SPF, Ass havraise de solidarité et d'échange avec tous les immigrés, PCF, Mouvement de la Paix).

Pendant plusieurs semaines avant le départ – 18 mars 2011 – nous avons collecté argent et matériel auprès de plusieurs Comités d'Entreprise locaux, commerçants, artistes, amis et associations. Jean-Claude Crochemore, notre

Président n'étant jamais le dernier pour aller au-devant des soutiens.

Le bilan nous a semblé très positif puisque nous avons pu acheminer du matériel (120 kg de laine et matériel couture, 80 kg de fournitures scolaires, une centaine de montures de lunettes) et de l'argent (3 000 euros) destiné aux habitants de La Guerra. Sans oublier des dessins réalisés par les élèves de l'école primaire de Rouelles pour les enfants. Toute cette préparation a été médiatisée sur France3 Baie de Seine !

Arrivés là-bas, le programme comme à chaque fois nous a permis de mesurer difficultés et efforts des habitants, qui jamais ne semblent baisser les bras.

Au Conseil municipal de la daïra réuni pour discuter avec nous de la destination de l'aide, les femmes en grande majorité ont décidé d'affecter la somme à l'achat de thé, produit non compris dans le panier du réfugié et pourtant si indispensable ! Chaque famille a pu ainsi recevoir pendant notre séjour, un paquet de thé.

Les femmes rencontrées nous ont dit tenir beaucoup au rôle qu'elles assurent dans le Conseil et se sont dites prêtes à « *se battre* » pour le garder ! Partout le message a été le même :

« *Votre aide politique auprès de votre gouvernement est indispensable, nous comptons sur vous !* » Le temps presse, l'impatience de tous est de plus en plus manifeste et perceptible.

À notre retour, la délégation a organisé une rencontre-débat. Plus de 60 personnes étaient présentes qui ont vivement apprécié nos témoignages à plusieurs voix et se sont associées à un courrier adressé au Ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Plusieurs journaux en ont également rendu compte : Le Havre-Libre, le Courrier Cauchois, Clara, le bulletin municipal de Rouelles. Nous avons également adressé à 70 correspondants un compte rendu de notre voyage, bien décidés à poursuivre notre engagement tant vers les campements que vers le Sahara occidental occupé.

Pierre et Joëlle Toutain

Première visite à Jréfia !

Tout près du Havre, Gonfreville l'Orcher, ville jumelée avec un camp sahraoui et son comité de jumelage, associent régulièrement leurs jeunes à leur engagement en faveur de Jréfia, leur ville jumelée. Lucie, 18 ans est partie en avril avec des militants et des élus de sa ville, elle en est revenue différente !

Depuis cinq ans, Lucie et ses parents sont « *famille d'accueil* » pendant l'été lorsque le comité de jumelage reçoit les enfants sahraouis.

Elle raconte : « *Même si j'avais vu pas mal de photos, je ne m'attendais pas à tant de misère. Les conditions de vie m'ont semblé très précaires, et pourtant chaque famille nous a accueilli avec gentillesse et beaucoup de sourires* ». Pour Lucie c'est une leçon de vie ! « *Nous avons assisté à un mariage. Changement radical d'ambiance et de culture. La fête était séparée en deux, les femmes et les enfants d'un côté, les hommes de l'autre. Nous avons mangé du chameau, c'était très bon.* »

À Jréfia, Lucie participe aux activités de jumelage et aux visites habituelles, école, dispensaire, séance de

conseil municipal etc. et a trouvé que c'était relativement bien organisé ! Elle y a retrouvé plusieurs jeunes venus à Gonfreville.

Pour la vie quotidienne son témoignage est sincère : « *A la base, je ne suis pas très aventurière mais je me suis adaptée ! Il y avait pas mal d'insectes dans les toilettes, alors j'ai préféré aller derrière la dune. Je me suis lavée dans une bassine sans eau courante, au retour j'ai davantage apprécié un bon bain. Cette expérience m'a permis de prendre conscience de notre confort ! Mais ce qui a été très difficile c'est le temps, la chaleur on dormait dehors la nuit, et le vent. Nous avons subi plusieurs tempêtes de sable qui nous ont obligés à nous calfeutrer dans les maisons. Mais ce voyage restera inoubliable et j'espère y retourner avec un projet* »

À ses côtés, le Président du Comité de jumelage, Serge Lebret, familier des camps, son appréciation est plus sévère : « *les gens que nous avons rencontrés sont las de cette situation bloquée, ils ne croient plus à l'ONU et veulent reprendre la guerre* ».



LES JARDINS D'EL AÏOUN

La situation alimentaire d'un réfugié, dépendante de l'aide extérieure, est souvent précaire. Pour les Sahraouis réfugiés depuis plus de 35 ans, la situation est préoccupante car leurs organismes sont soumis à de graves carences sur une longue période. Quand nous recevons les enfants chaque été, ils sont pour la plupart en apparente bonne santé et aussi vifs que tous les enfants de 8-12 ans. Cependant chaque année plusieurs d'entre eux sont gravement anémiés et ils sont tous plus petits et plus minces que les enfants du même âge. L'existence de jardins familiaux qui se développent à El Aïoun avec l'appui du CCFD est une des bonnes solutions quand l'eau toute proche le permet, pour compenser carences et faiblesse de l'aide.

L'association des Amis de la RASD est intervenue pendant une vingtaine d'années dans le programme agricole de la willaya d'El Aïoun, en favorisant la création et le développement de la ferme bergerie Théodore Monod. Engagement ancien du CCFD et du MAE dans un secteur décisif celui de l'alimentation et de la production agricole.

Le projet évolue, à la fois, du fait des aides extérieures et de la place prise dans ce campement par le travail maraîcher.

Une constante : l'eau disponible à faible profondeur à El Aïoun du fait de l'installation de cette willaya sur une partie du cours d'un oued. C'est ce qui avait motivé dans les années quatre-vingt-dix notre engagement à répondre positivement à une demande du Ministère sahraoui de la coopération. Avec l'aide d'un horticulteur sarthois spécialiste de l'agriculture en zone sèche, Henri Chaudet, et le plein engagement du CCFD, nous avons pu pendant près de 20 ans solliciter l'appui de la coopération publique française à un programme ambitieux et central : permettre aux Sahraouis de développer un secteur productif et améliorer leur alimentation.

En 2011, la situation a bien évolué ! L'appui public français a peu à peu pris moins d'importance remplacé par l'intervention de plusieurs ONG espagnoles. Ainsi sur les 18 ha initiaux défrichés en 1991, 16 sont encore en culture, dont 8 sous la responsabilité financière du CCFD et les 8 autres appuyés par deux ONG espagnoles, CERAI et TABAL.

Notre présence sur le terrain ne s'imposait plus ! Le CCFD a envoyé sur place pendant plusieurs années, un coopérant, que quelques-unes d'entre vous connaissent bien ! JF Debarque, auteur d'un magnifique livre témoignage « *Le cri de pierres* ».

Mais le plus important aujourd'hui, c'est la place prise par l'association de producteurs locaux devenue actrice du développement du maraîchage à El Aïoun. L'ASDA, créée en 2010 regroupe les familles volontaires qui exploitent de petits jardins familiaux. Ces jardins se sont peu à peu développés, depuis 6 ans avec l'appui du personnel de la Ferme Théodore Monod, appui technique, conseils, graines, plants de tomates... Et l'appui

financier du CCFD et des ONG espagnoles pour l'achat de pompes. En effet chaque jardinier avait creusé son puits. Il existe aujourd'hui environ 200 jardins de 50 à 150 m² qui assurent aux familles qui en disposent un supplément alimentaire apprécié, l'été surtout quand les tomates ou les aubergines sont abondantes.

Il ne faut pas non plus oublier la voiture 4X4, offerte par le Conseil général du Tarn et le SPF/81 en 2009, qui a permis davantage de mobilité aux responsables des jardins.

C'est en effet les deux ingénieurs agricoles, formés en Algérie et à Cuba, Yeslem et Mouloud qui président au bon fonctionnement des jardins familiaux et de l'ASDA. Yeslem la préside, à ses côtés membres du CA de l'association les jardiniers et Nuéna qui représente le ministère de la coopération dans la willaya.

Suivant le dernier rapport de mission du CCFD, de février 2011, l'existence de l'ASDA « *n'est pas encore complètement affirmée* ». C'est une association animée par les acteurs du terrain, les familles qui disposent d'un jardin, reconnue par le gouverneur de la willaya mais pas au-delà. Elle assure la supervision générale et l'assistance technique des jardins individuels et des 8 ha de la ferme Monod. Elle prend les décisions importantes, comme par exemple le progressif abandon de la production fourragère et de l'élevage des ovins caprins pour consacrer toute la surface au maraîchage.

Cependant la ferme Monod, voulue par le Ministère de la coopération reste une ferme appartenant au peuple sahraoui, ses productions animales ou maraîchères ne sont pas vendues mais distribuées aux institutions de la willaya, écoles, hôpital ou aux plus démunis : personnes âgées, familles aux trop faibles ressources etc. Il faut vraiment en conclusion insister sur l'importance de l'engagement humain et financier du CCFD qui depuis le début a mis toutes ses forces dans la réussite de cette ferme puis de la bergerie et aujourd'hui des jardins familiaux. Engagement technique, financier et respect des acteurs sur place. Comme partout ailleurs le CCFD, ne veut pas faire à la place mais donner les moyens aux acteurs locaux de transformer leur situation, de développer leurs projets et de s'ouvrir à de nouvelles perspectives.

Régine Villemont

LES RÉFUGIÉS SAHRAOIS ONT DROIT À UNE VIE DIGNE

Les réfugiés sahraouis, en exil depuis 1975, restent pour la couverture de leurs besoins alimentaires, dépendants à près de 100 % de l'aide internationale. Cette aide est fournie par plusieurs organisations internationales : le PAM (Programme Alimentaire Mondial), l'UNHCR (Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations unies), ECHO (agence humanitaire de l'Union européenne), par des ONG et des aides bilatérales de plusieurs pays.

Cependant, leur situation demeure préoccupante du fait de la non-adéquation de l'aide à leurs besoins qui depuis 36 ans ont largement évolué. En effet, l'aide actuelle est la même qu'au début et toujours évaluée suivant les critères d'une situation de première urgence.

Ainsi l'aide alimentaire n'est pas assez diversifiée, dans le temps et pour les produits, pas en assez grande quantité et incapable d'aller au-delà de la survie. Les campements qui se sont largement développés ont besoin de davantage, en matière scolaire, en équipement santé, en matière d'énergie etc. Les tentes fournies pour le logement ne le sont plus régulièrement et sont usées avant de récupérer le tissu pour en construire de nouvelles, alors que de jeunes couples ont besoin de s'installer !

La vie culturelle, sociale s'est également développée et a créé de nouveaux besoins que l'aide internationale peine à satisfaire. Pour vivre un être humain a besoin de davantage qu'une tartine ! Il n'est pas contestable que les organisations internationales font des enquêtes sur place, font appel aux contributions. Efforts respectables mais si insuffisants.

Les responsables sahraouis avec leurs institutions humanitaires tirent régulièrement la sonnette d'alarme et insistent sur deux points. Assurer d'abord un stock de sécurité alimentaire pour éviter les pénuries en cas de retard dans les acheminements. Réfléchir ensemble aux besoins actuels.

36 ans d'exil devraient donner aux Sahraouis le droit de définir leurs besoins et la manière de percevoir l'aide. Si la Communauté internationale est incapable de faire respecter le droit international, ne peut-elle au moins contribuer de manière significative à offrir aux milliers de réfugiés une vie digne.

Hilt Teuwen

Secrétaire générale du comité belge de soutien au peuple sahraoui

Élus français et responsables associatifs dans les campements !

Pour la quatrième fois, à la veille de la réunion du Conseil de sécurité, une petite centaine d'élus et de responsables associatifs se sont déplacés dans les campements. Témoignage, engagement cette présence a été fortement symbolique et a exprimé l'appui de nombreux élus et militants associatifs au combat des Sahraouis pour l'autodétermination. À l'occasion de

leur déplacement au pied du « mur de la honte », qui brise en deux le territoire du Sahara occidental, ils ont regretté que la France n'adopte pas une position équilibrée : « son appui aux positions marocaines empêche la résolution du conflit et l'application de l'autodétermination et maintient ainsi ce mur, insupportable comme tous les murs ». Avec d'autres

délégations venues d'Afrique et d'Amérique latine, la délégation française a été reçue par le Président de la RASD, Mohamed Abdelaziz. Celui-ci n'a pas manqué de souligner l'importance des solidarités développées en France en appui à leur lutte.

Discours bien stimulant qui a conforté les présents à « se mettre au travail » dès leur retour !

Avant de reprendre l'avion à Alger, le groupe a été reçu par le vice-Président de l'Assemblée Populaire Algérienne, occasion de rappeler quelques positions de principe de l'Algérie : « L'Algérie n'a jamais eu et n'aura jamais de visée territoriale sur le Sahara occidental, il n'y a pas de problème entre l'Algérie et le Maroc, notre position est strictement basée et conforme au droit international. »

FAIS DU CINÉMA ! AVEC « FISAHARA »

Chaque année, du 2 au 8 mai, un festival hors du commun est organisé par une bande de jeunes espagnols surmotivés. Emmanuel Haddad, nous a convié sur internet, à partir à leur rencontre à Dakhla. Nous lui empruntons quelques-unes de ses impressions pour conclure de manière « créative » cette promenade dans les campements.

Il faut trois heures pour parcourir le désert qui sépare l'aéroport de Tindouf du camp de Dakhla... Un groupe d'Espagnols a débarqué il y a huit ans, armé de bobines de films, de rétroprojecteurs et d'un amour profond des habitants. Leur objectif ? Divertir, rompre la routine ensablée faite de thé, de cigarettes... Et injecter bonne humeur et cinéma.

Carlos Bardem, un des invités du festival et un habitué est inquiet : « Plus ils construisent ici, plus le Maroc va jouer le fait accompli. » Le débat n'est pas tranché mais pointe le paradoxe de la situation actuelle, l'envie de lever l'ancre au plus vite et celle de vivre dans la dignité avec le risque d'y rester.

Le festival « Fisahara » c'est du donnant donnant. Aux Sahraouis de raconter leur histoire aux jeunes du monde entier qui en retour mettent à leur disposition des moyens de s'exprimer. Le festival laisse de petites traces comme l'an dernier la création d'une Ecole de cinéma qui démarre tout doux !

Le soir trois films espagnols contemporains récompensés aux Goyas, sont projetés en présence de leurs principaux interprètes : Luis Tosar, Carlos Bardem et Nora Navas et les enfants sont nombreux dans la salle en plein air.

**D'après Emmanuel Haddad
rédacteur web chez cafebabel**

<http://www.cafebabel.fr/article/37498/du-cinema-dans-les-camps-sahraouis.html>

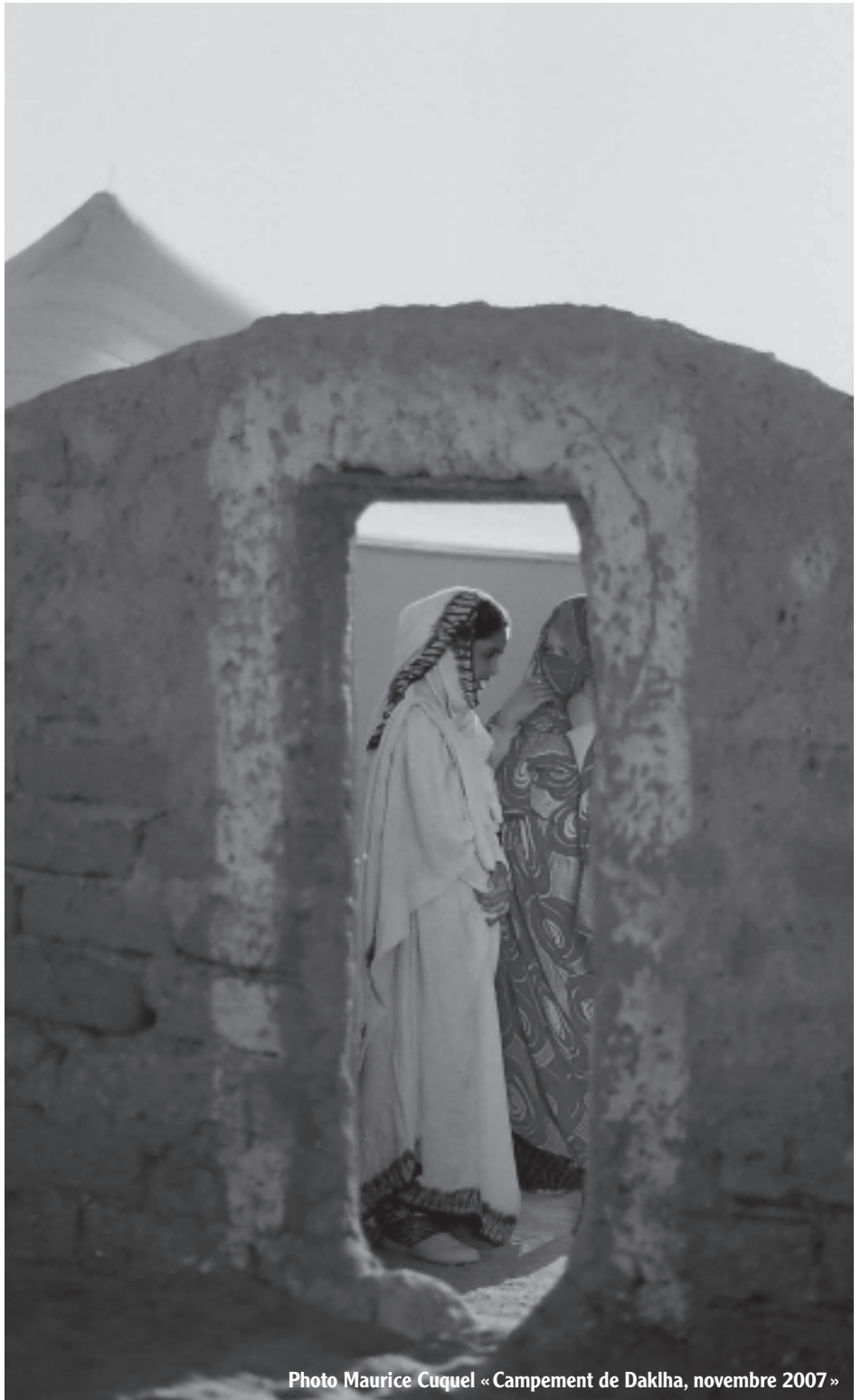


Photo Maurice Cuquel « Campement de Dakhla, novembre 2007 »

MISSIONS COOPÉRATIONS, RETOUR SUR PROJETS ET EXPÉRIENCES

Deux associations, ERM-Pays de Loire et le Comité Limousin (CLSPS) nous ont transmis leurs rapports de retour de mission, toutes deux réalisées en avril 2011. Période souvent privilégiée car la chaleur n'y est habituellement pas encore trop forte. Deux missions consacrées à la formation, du personnel médical dans un cas, formation à l'enseignement du français dans l'autre.

Enfants Réfugiés du Monde (ERM) se rend dans les camps deux fois par an pour des sessions d'un mois, pour assurer une partie de la formation du personnel infirmier et des sages-femmes. En avril, période des examens notre présence est incontournable car à la demande des autorités du Ministère de la Santé, les volontaires ERM participent aux jurys.

Examens de passage d'une année à l'autre et Diplôme d'Etat Infirmier Sahraoui avec possible spécialisation sages-femmes pour les troisièmes années. (La formation sage-femme dure deux ans après le diplôme infirmier et trois ans pour les sages-femmes traditionnelles).

Cette remise de diplôme, 11 reçus sur 14, revêt une certaine importance, Premier Ministre et Ministre de la Santé y assistaient!

À la demande du Ministère sahraoui de la santé, deux nouvelles bénévoles, Suzanne et Christine, spécialistes en pédiatrie préparent une formation spécialisation pédiatrie pour compléter les formations infirmières. Ces formations requièrent rigueur et compétence, car il est beaucoup demandé au personnel infirmier, les femmes surtout, en l'absence de médecins sahraouis formés à l'étranger et qui bien souvent ont la tentation d'y rester.

En parallèle des formations, 4 tonnes de matériel ont été expédiés depuis Orange avec l'appui d'Elisabeth et Michel et Alain ont répondu avec efficacité à toutes les demandes de maintenance!

Le soir nous étions reçus par nos amis, tous inquiets de ce qui arrive à leurs familles au Sahara occidental. Leur résolution ne faiblit pas mais plus personne ne comprend la faiblesse du Conseil de sécurité incapable de faire appliquer le minimum, à savoir la protection de leurs proches restés là-bas. Et bien sûr en tant que Français on nous interroge sans cesse sur la position de notre pays!

Nous mesurons à travers toutes ces discussions à la fois l'utilité de « nos programmes » mais aussi leur limite. La priorité des priorités n'est-elle pas que le référendum soit appliqué? Pourquoi pas une flottille de la paix à El Aïoun?

Colette Blais
responsable de la mission ERM



Classe bilingue arabe français à l'Ecole du 27 février.

Le Comité Limousin, CLSPS, se rend aussi très régulièrement dans les camps, particulièrement dans celui du 27 février. Cette année, 6 membres de l'association composaient cette délégation en avril. Suivant un double objectif: préparer l'arrivée cet été des enfants sahraouis en Limousin et faire le point du travail de la classe bilingue arabe français, classe pilote créée et entretenue avec le soutien de la Région Limousin.

Nous avons assisté à plusieurs activités dans la classe, conjugaison, examen de mathématiques après avoir été accueillis en chansons... Françaises!

En septembre prochain, après avoir passé leur été en Limousin, ces écoliers partiront en Algérie au collège. Leurs parents sont très attentifs au bon niveau scolaire de leurs enfants, à leur maîtrise du français indispensable pour bien suivre en Algérie, les remerciements très chaleureux des mamans nous sont toujours précieux!

Ce séjour de quelques jours – 16 au 23 avril – nous a donné l'occasion de rencontrer plusieurs responsables de l'enseignement et du 27 février, en particulier M.Hamadi, chargé de la coopération au Ministère de l'Enseignement. Avec lui nous avons précisé les suites du projet de la classe pilote et du nécessaire élargissement de l'enseignement du français qui passe par la formation des adultes. Les difficultés en français rencontrées en Algérie par bien des écoliers formés en espagnol, les pénalisent jusqu'à l'Université en les empêchant trop souvent de suivre des cursus scientifiques dispensés en français. Problème individuel mais aussi collectif, la RASD a et aura besoin de scientifiques!

Nous avons également rencontré M^{me} Khadija Hamdi, Ministre de la Culture, annoncée en France en septembre, Abdelselam Omar, secrétaire général de l'AFAPREDESA et un militant des territoires occupés qui venait de sortir de prison. Son témoignage nous a tous vivement émus et nous a rappelé la situation après Gdeim Izik dénoncée par plusieurs associations des droits de l'homme et cependant... Niée par le Ministre français des Affaires Etrangères, M.Juppé!

Alain Dauge

ADHÉSION ET ABONNEMENT 2011

Vous êtes adhérent, vous recevez régulièrement notre journal...

L'année 2011, l'année de l'affirmation renouvelée de l'intacte détermination des Sahraouis à obtenir leur droit à s'autodéterminer et à être indépendants, mérite tout votre engagement!

Aussi dès ce journal reçu pas d'hésitation!

Renouvelez votre adhésion, votre abonnement

Adhérez pour la première fois et aidez-nous, en vous abonnant, à faire vivre ce journal qui donne régulièrement les infos sur la question du Sahara et sur les solidarités en France.

Suite à son voyage dans les campements sahraouis, Manu Chao les salue chaleureusement sur son site et nous invite à mieux les connaître et à ne jamais les oublier.

www.manuchao.net/news/free-saharawi/index.php

Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la RASD
356, rue de Vaugirard 75 015 Paris

Directeur de la publication : **Francis Jacob**
Responsable de rédaction : **Régine Villemont**
Comité de rédaction : **Régine Villemont, Mireille Szatan-Millet, Philippe Riché, Matthieu Liégeois, Claude Mangin, Mireille Brun**
Photographes : **Maurice Cuquel, Alain Dauge, Pierre Toutain, Josette Poilpré.**

Mise en page : **Matthieu Liégeois**
Imprimé par Triskel Média

Septembre 2011 « dépôts légal » n° 155/156
prix de l'abonnement : 14 euros
Numéro de commission Paritaire : **1110 G 87902**
Numéro d'ISSN : **0150-262X**

Abonnez-vous, 4 numéros par an pour 14 €
Recevez toute l'actualité du peuple sahraoui!
Adhésion 2010 : 14 €, 22 € ou 66 €
Devenez un ami de la RASD

Envoyer vos coordonnées et votre règlement à
(Pensez à séparer l'adhésion et de l'abonnement)
CCP 19 303 94 K PARIS
AARASD 356 Rue de Vaugirard 75 015 Paris

LES PROJETS DE LA RENTRÉE DU MÉMORIAL DE CAEN À SÉVILLE

POURQUOI PAS AVEC VOUS ?

**En préparation pour le dimanche 2 octobre, des marches solidaires,
avec le peuple sahraoui un peu partout en France**

Nous lançons l'idée pour la rentrée d'organiser partout où ce sera possible, des marches solidaires avec le peuple sahraoui ! Occasion de nous retrouver et de rencontrer sans doute du monde ignorant le problème! Deux itinéraires sont déjà prêts : au Mans d'où est venue l'idée et à Paris. Le rendez-vous est fixé au 2 octobre matin ou après-midi!

Si vous êtes à Paris ou au Mans, dès le reçu du journal n'hésitez pas inscrivez-vous et si vous animez une association, un comité local n'hésitez pas à vous joindre à cette initiative et à préparer là où vous êtes itinéraire et publicité autour de la marche.

Pour recevoir informations et nous contacter : bur.aarasd@wanadoo.fr

CARAVANE DE JEUNES POUR SOUTENIR LE SAHARA OCCIDENTAL

Retrouver les jeunes européens, du «Projektgruppe WestSahara». Ils organisent entre le 1^{er} et le 15 septembre une «tournée solidaire» à travers l'Europe, ils seront à Strasbourg les 13 et 14 septembre 2011.

<http://www.projektgruppe-westsahara.org/>

CONFÉRENCE AU MÉMORIAL POUR LA PAIX DE CAEN, Jeudi 3 novembre 2011 à partir de 18 heures

Le Mémorial pour la paix de Caen organise avec nous une projection conférence-débat pour préparer la venue d'avocats sahraouis qui, nous l'espérons, participeront au Concours International de plaidoiries organisé le dimanche 29 janvier par le Mémorial. Au programme la projection du film « El problema » puis une conférence-débat en présence des réalisateurs et de juristes français et espagnols.

À cette occasion, le « cinéma LUX » (6, avenue Sainte-Thérèse – 14000 Caen) organise la projection du film «Territoire perdu » réalisé par Pierre-Yves Vandeweerd, durant la semaine autour de la conférence. Une programmation pour présenter d'autres films sur le conflit du Sahara occidental est en préparation. De même l'exposition de photos « Les exilés des sables » de Maurice Cuquel sera présenté en Haute et Basse-Normandie.

Plus d'infos le Concours International de plaidoiries sur <http://www.memorial-caen.fr/avocats1/>

37^e EUCOCO à Séville, Espagne du 3 au 5 février 2012

euco2011@saharasevilla.org et secretaria@eucosevillla.org